

Le texte suivant est tiré de *Perspectives : revue trimestrielle d'éducation comparée* (Paris, UNESCO : Bureau international d'éducation), vol. XXIX, n° 4, 1999, p. 699-711.

©UNESCO : Bureau international d'éducation, 2000

Ce document peut être reproduit librement, à condition d'en mentionner la source.

JOSEPH KI-ZERBO

(1922—)

Amadé Badini¹

Le développement clés en tête²

Le professeur Joseph Ki-Zerbo est incontestablement l'un des penseurs de l'Afrique contemporaine qui auront marqué leur époque.

Intellectuel classique moulé par les écoles et les universités de France pendant la période coloniale, il vécut dans sa chair, son esprit et son intelligence les affres et les abus divers que la colonisation, sa logique, ses objectifs et ses méthodes ont imposés aux peuples d'Afrique, ceux d'Afrique noire notamment, depuis le début du siècle et même au-delà. La ferme conscience qu'il avait de ses origines, l'attachement qui était le sien pour son pays et son peuple, le sentiment de reconnaissance envers son continent et la révolte saine et forte qui grondait en lui ont achevé de faire de lui un militant de première heure des luttes de libération nationale et africaine ; ce militantisme permanent se nourrit malgré tout de la science qu'il a acquise dans les structures éducatives de la puissance coloniale.

Savant, Ki-Zerbo l'est en effet. Agrégé d'histoire, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il personnalisait déjà la transdisciplinarité, « l'indisciplinarité » (E. Morin) qui va devenir plus tard la toile de fond épistémologique de l'approche qu'il préconise à propos des questions du développement de l'Afrique. « Ce n'est posséder aucune science que d'en connaître une seule », comme le disait Descartes dans les Règles pour la direction de l'esprit. Ki-Zerbo l'a compris et réalisé à travers une grande avidité pour la lecture et une curiosité intellectuelle soutenue des réalités et de la sagesse traditionnelle africaine, burkinabé et samo, dont il s'inspire sans arrêt comme une source intarissable de connaissances et d'inspiration vivifiante pour les luttes d'émancipation actuelles et pour le développement.

Fidèle en cela à l'esprit des intellectuels de sa génération, Ki-Zerbo n'est pas resté cet « intellectuel contemplatif » et narcissique qui se contentait de « chanter » l'Afrique en la folklorisant du haut du piédestal légué par le colonisateur d'hier. Bien au contraire, il a compris très vite que la science qu'il a acquise, loin d'être une fin en soi, était plutôt une arme, un moyen pour participer, aux côtés des peuples africains, à la lutte pour le développement. Mieux, elle lui imposait une responsabilité supplémentaire et suscitait en lui — qui a appris à « l'école du Blanc » « à vaincre sans avoir raison » ! (C. H. Kane) — un sentiment de mauvaise conscience ; pour la chance qu'il avait eue d'aller à l'école, il se sentait le devoir moral et quasi religieux de rembourser la dette contractée auprès de son pays : Ki-Zerbo est un savant et un militant africain.

Il serait fastidieux de vouloir, dans un texte comme celui-ci, faire le point sur toute l'œuvre et la pensée d'un tel homme, d'autant plus qu'il est toujours vivant et qu'il est loin « d'avoir vidé son carquois ». Nous allons plutôt tenter, pour le moment en tout cas, de présenter l'homme en tant que théoricien et praticien émérites de l'éducation de l'Afrique contemporaine.

Comme pour corroborer le dicton « nul n'est prophète en son pays », le professeur Joseph Ki-Zerbo est plus connu et apprécié à l'étranger que dans son Burkina Faso natal, du moins en tant

que personnalité scientifique d'une très grande culture, spécialiste de l'histoire africaine où il fait autorité. Figure emblématique de l'histoire contemporaine de l'Afrique noire, il a dans son pays toute la configuration d'un personnage quasi mythique : son ombre est omniprésente — quoique parfois floue — dans tous les grands événements de la vie nationale voltaïque et burkinabé.

En effet, Ki-Zerbo a toujours été présent sur la scène politique nationale, à travers notamment le Mouvement de libération nationale, le parti qu'il créa en 1958. Il a influencé plus ou moins directement le devenir du pays, tantôt à visage masqué comme un tireur de ficelle embusqué dans l'ombre, tantôt en acteur intrépide et convaincu (faute d'être toujours convaincant) pendant les rares séquences plus ou moins longues où, à la faveur des courants démocratiques, les luttes et les débats politiques se faisaient au grand jour.

Homme politique donc, comme l'étaient et le sont encore la plupart des intellectuels de sa génération, Ki-Zerbo est aussi et d'abord un théoricien, un acteur et un militant de l'histoire africaine qu'il a travaillé à faire connaître des grands cercles intellectuels, européens en particulier. À ce titre, l'histoire en tant que discipline académique a servi de paradigme constant à sa vie intellectuelle d'une richesse extraordinaire et aux positions toujours hardies qu'il prend sur toutes les questions fondamentales de son époque, de son continent et de son pays : la politique naturellement, la problématique du développement, mais aussi et surtout l'éducation pour laquelle il a apporté des contributions théoriques et pratiques de très grande importance.

Pour mieux rendre compte et apprécier ce que Ki-Zerbo a apporté à l'éducation africaine sur le double plan théorique et pratique, il est nécessaire — au moins — d'avoir présente à l'esprit toute la diversité impressionnante de son œuvre d'historien et de militant africain des années de la décolonisation.

Les balises intellectuelles de sa pensée

D'entrée de jeu, une persistante question vient à l'esprit dès que l'on réfléchit sur la vie intellectuelle et la pensée éducative, en particulier, de Ki-Zerbo : d'où lui vient son acharnement pour le « penser par soi-même » posé alors comme fondement premier de toute action humaine authentique, en particulier pour l'Afrique ? L'histoire personnelle de l'homme (due en partie à l'éducation qu'il a reçue de sa société traditionnelle), sa préférence affichée pour les auteurs classiques de la littérature occidentale, pour la philosophie grecque antique et pour celle des Lumières, sa profonde fierté d'appartenir au continent d'où a émergé l'humanité : ces différents éléments, alliés au phénomène historique de la colonisation qui l'a peu ou prou forgé, nous paraissent être les déterminants essentiels de sa position intellectuelle et sociale, laquelle sonne du reste comme un cri de revendication identitaire, d'indépendance et de liberté en faveur de l'Afrique noire.

En tout état de cause, un peu comme par réaction à l'idéologie dominante à travers laquelle l'Afrique et l'homme africain étaient perçus et traités, Ki-Zerbo aurait intériorisé tôt la maxime par laquelle Kant définissait les Lumières : « *Sapere aude !* Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! » (*Qu'est-ce que les Lumières ?* GF 1991, p. 43. AK VIII, 35). La maxime de toujours penser par soi-même, c'est-à-dire de conjurer l'irresponsabilité de la raison servile au profit de la responsabilité de la raison autonome, s'impose comme la volonté constante de rechercher, en soi-même et par soi-même, la pierre de touche de la vérité et les mécanismes de sa libération.

De là l'aversion de Ki-Zerbo envers le mimétisme, envers le « développement clés en mains », au bénéfice de l'esprit de créativité, de l'imagination et pour un « développement clés en tête », c'est-à-dire un « développement endogène ». De là encore la contradiction logique et presque inexplicable dans laquelle il se serait installé en voulant à la fois respecter et interpellier la tradition (le passé, la coutume ou le préjugé) et faire le saut nécessaire dans l'inconnu. C'est vrai qu'il insiste régulièrement sur le fait important que le passé n'est qu'une référence qui ne serait utile à prendre en considération que dans la mesure où il situe l'individu par rapport à ses « racines » et l'incite à savoir « d'où il vient », pour savoir « où il va » et « comment y arriver ».

Selon le contexte politico-historico-culturel qui est le sien et l'exigence de « lutte de libération » permanente qui le hante, il s'agit d'affirmer et surtout de faire reconnaître à l'individu (élève, chercheur), en l'occurrence africain, qu'il est lui-même capable de penser et que « la pensée ne se développe que d'elle-même ». Tout développement est de soi à soi-même, affirme l'esprit socratique qui insiste pour faire découvrir à chacun sa puissance, sa richesse avant d'aller la chercher chez autrui, fut-il professeur ou puissance étrangère.

Considérée comme point de départ catégorique pour toute réflexion ou action utile, cette insistance, de la part de Ki-Zerbo, ne doit pas faire oublier le caractère seulement apparent de la contradiction dont il était question plus haut. Car, il le sait bien et l'affirme tout aussi régulièrement, il faudrait éviter de s'enfermer, de s'enliser, dans cet « égoïsme logique » de Kant, qui inviterait à vouloir « penser seul », à se replier sur soi, à s'isoler dans la sphère du subjectivisme aveuglant, même si, reconnaît l'auteur de *l'Anthropologie* (Kant, par. 2), « c'est ne pas penser du tout que de penser sous la férule d'une puissance étrangère ». La réalité historique actuelle ne l'autoriserait pas, et l'objectivité de la pensée, donc la vérité, ne le supporterait pas non plus : celui qui ne vérifie pas ses opinions, qui ne se frotte pas et ne confronte pas son jugement à celui d'autrui, ne saurait atteindre le vrai ni contribuer, par là, à sa réflexion critique, à son développement ou à celui de son pays. L'exercice de la liberté de penser est certes une *affaire personnelle* mais n'est pas pour autant *une affaire privée ! C'est une affaire publique.*

Néanmoins, la contradiction persiste surtout sous son aspect culturel et psychologique : l'intellectuel africain d'aujourd'hui est lui-même profondément un être de contradiction, perdu entre une tradition (racines) qui lui échappe et un avenir qui se fait attendre (avec tant d'incertitudes !) du fait que le présent lui-même est un problème. Au moins Ki-Zerbo a-t-il eu le mérite de le reconnaître, de le vivre, pas seulement de manière sentimentale mais aussi dans sa pratique et dans sa pensée politiques et éducatives, comme sa formation académique d'historien l'y prédisposait.

L'implication directe de Ki-Zerbo dans le domaine spécifique de l'éducation a commencé par sa vie professionnelle en tant que professeur d'histoire. Après son succès à l'agrégation en 1956, il enseigna d'abord aux lycées Buffon à Paris, Pothier à Orléans, Van Vollenhoven à Dakar (Sénégal), avant d'arriver à Conakry (Guinée) au lycée Donka (1958-1959) et enfin à Ouagadougou (Haute-Volta, aujourd'hui Burkina Faso) au lycée Philippe Zinda Kaboré.

De ce périple, il conviendrait de s'arrêter sur son bref séjour à Conakry, capitale de la Guinée de Sékou Touré, et cela pour des raisons évidentes. En effet, il fit partie des intellectuels patriotes qui, dans un élan de panafricanisme militant, ont volé au secours de la Guinée du 28 septembre 1958. Celle-ci était alors victime des représailles de la France, à la suite de son « non » au référendum du général de Gaulle, qui décida de rapatrier tous les cadres français dont un grand nombre étaient des enseignants. Il s'agissait pour ces jeunes intellectuels révolutionnaires d'affirmer leur solidarité au Parti démocratique guinéen et au peuple de Guinée, leur orientation anti-impérialiste et leur détermination à œuvrer pour l'indépendance réelle de l'Afrique.

Mais très vite Sékou Touré (Tenaille, 1979, p. 193-195) leur rendit la vie difficile : il avait une peur bleue des intellectuels qu'il prenait — à tort ou à raison — pour des « contre-révolutionnaires », « des agents de la cinquième colonne armés par l'impérialisme international » pour déstabiliser son régime et récupérer sa révolution. Peut-être n'avait-il pas tout à fait tort, même s'il y eut des pointes d'exagération et des dérapages. Toujours est-il que les cadres étrangers retournèrent très vite chez eux, tandis qu'une partie des intellectuels guinéens choisissaient le chemin de l'exil.

Ki-Zerbo ne resta qu'un an en Guinée et regagna enfin la Haute-Volta qui venait d'être « indépendante » en 1960 et qui, certainement, avait tout autant besoin d'hommes comme lui. Le taux de scolarisation en Haute-Volta n'était que de 4 % à peine et le pays manquait dangereusement de cadres à tous les niveaux de la vie nationale. Tout restait à faire pour cette ex-colonie malmenée qui aura servi, tout au plus, au développement des colonies voisines selon, bien sûr, les intérêts de la métropole.

Dans le domaine particulier de l'éducation, deux principaux défis étaient à relever avec une certaine urgence : augmenter l'offre éducative (en développant les structures d'accueil pour les enfants, en créant des écoles normales pour la formation des maîtres) et améliorer la qualité et l'efficacité externe d'un système éducatif héritier fidèle de l'école coloniale dont il avait des difficultés objectives et subjectives de s'écarter, bien que cette rupture s'imposât déjà et, hélas, continue de s'imposer.

La personnalité militante du professeur, alors seul agrégé de la Haute-Volta (qui savait en être fière d'ailleurs), après l'expérience malheureuse de la Guinée, allait peser sensiblement sur son engagement pour une éducation africaine rénovée apte à promouvoir un développement véritable et harmonieux au bénéfice des peuples africains et voltaïques. Toute sa vie y sera consacrée : participer à la formation des futurs cadres dont le pays a et aura besoin, contribuer à la définition puis à la mise en œuvre d'une éducation démocratique, moteur du développement et de l'émancipation des peuples, jouer un rôle essentiel dans les institutions interafricaines et les forums internationaux ayant les problèmes de l'éducation et de la culture au centre de leurs préoccupations (OUA, UNESCO et UNICEF).

C'est alors que tour à tour, et souvent cumulativement avec ses fonctions de professeur (au lycée puis au Centre d'enseignement supérieur de Ouagadougou), il fut président de la Commission nationale pour l'UNESCO, inspecteur d'académie et directeur général de l'éducation nationale en Haute-Volta. Aux niveaux africain et international, il fut président de la commission « Histoire et archéologie » du premier Congrès des Africanistes à Accra en 1962, membre du bureau du Congrès des africanistes (1962-1969), président du Colloque sur l'encyclopédie africaine (1962), président de la Commission consultative pour la réforme des programmes universitaires dans les pays francophones d'Afrique. Plus tard, il fut l'un des initiateurs et fut le premier secrétaire général de l'important organisme qu'est le CAMES (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur) (Ki-Zerbo, 1978, dos de couverture). Cette institution interafricaine, grâce à l'uniformisation des programmes d'enseignement supérieur et à la définition commune des conditions de promotion des carrières des enseignants du supérieur, concourt à la réalisation de l'unité africaine par l'éducation. Cette liste de ses responsabilités est loin d'être exhaustive : cet homme « connaît » bien l'éducation en Afrique, ses problèmes, leurs fondements et n'a pas fini de proposer des solutions.

Comme on peut le constater, les repères épistémologiques de la pensée du professeur Ki-Zerbo sont : la confiance en soi à partir du « connais-tu toi-même », le « penser par soi-même et pour soi-même », l'altérité bien comprise, la référence critique au passé et l'importance irremplaçable de la recherche qui s'appuie sur la sagesse populaire africaine. On devinera par conséquent pourquoi il accorde tant d'importance à l'éducation — au sens plein du terme —, fort de la conviction qu'il a que « les facteurs clés de la promotion africaine » sont : « la formation des hommes » et « l'unité africaine » (Ki-Zerbo, *op. cit.*, p. 632).

Théorie et pratique de l'éducation selon Ki-Zerbo

L'approche systémique nous paraît être celle qu'adopte Ki-Zerbo tant dans sa pensée que dans les actes qu'il propose de conduire : liaison régulière entre théorie et pratique ; interdépendance entre passé, présent et avenir ; perception globale et intégrative de l'homme et du développement ; approche unitaire du continent africain pour son développement qui doit être intégral et harmonieux.

Sa préoccupation pour la transdisciplinarité participe justement de ce principe. En Afrique, peut-être plus qu'ailleurs, il n'y a pas de discipline, il n'y a que des problèmes !

Si le professeur Ki-Zerbo a produit quelques documents spécialisés sur l'éducation d'une manière systématique tel que *Éduquer ou périr* (1990), sa pensée sur l'éducation transparaît dans toute sa production intellectuelle, plus ou moins explicitement mais toujours avec pertinence,

révélant par là même la forte unicité de la représentation qu'il a du « phénomène » transversal par excellence qu'est l'éducation. Aussi est-il utile, pour rétablir une telle pensée, de se référer à certains de ces ouvrages qui ont fait date tel que *Histoire de l'Afrique noire* (1978) et *La natte des autres (pour un développement endogène en Afrique)* (1992).

Par exemple c'est dans son ouvrage célèbre sur l'histoire du continent noir que l'on peut comprendre et le sens et l'importance de l'éducation comprise alors plus comme un moyen, un outil opératoire (théoriquement et pratiquement), que comme une fin. Elle est le maillon décisif du long processus devant fournir la réponse à la question qui, assurément, lui paraît plus fondamentale que tout : « Comment renaître ? » Question saugrenue sans doute, sinon qu'elle trahit une certaine nostalgie du passé, une interrogation existentielle sur les causes de la situation actuelle d'un continent qui, jadis, fut le berceau de l'humanité³ et qui, aujourd'hui, est à la traîne, faute de sciences, de techniques et de connaissances !

Quoiqu'il pense que l'unité africaine est primordiale par rapport à « la formation des hommes », Ki-Zerbo se tourne plus vers les intellectuels que vers les hommes politiques pour instaurer une « néocivilisation africaine, autonome, créatrice et progressive », la seule à même de propulser le développement. Cette conviction restera constante à côté des autres conditionnalités qui émergent, pour l'essentiel, du vaste domaine du savoir. Car les trois types de « diversion » qu'il dénonce comme étant autant d'entraves pour le renouveau africain relèvent d'abord du paradigme que « la diversion stérile vers le passé » sera évitée, tout comme le seront « la diversion économiste » et « la diversion technocratique ».

À chacune des ces « diversions » correspondra une réaction intellectuelle spécifique : combattre et vaincre « le complexe muséographique » par rapport au passé (qui consiste à recueillir matériellement le passé au lieu de se recueillir sur lui-même en tant que source d'inspiration et éventuellement problème à comprendre et à résoudre) ; rester attentif au peuple non aligné détenteur de la « culture authentique », laquelle ne devrait être admirée pieusement, mais, au contraire, devrait être réfléchie, rationalisée, voire critiquée, avant que de pouvoir générer la néoculture africaine. Celle-ci ne sera ni la « culture de nos ancêtres » ni celle qui tente de s'imposer à nous sans nous et parfois contre nous⁴. On comprend alors tout le sens et tout le rôle — nous dirons la lourde et historique responsabilité — que Ki-Zerbo reconnaît à l'intelligentsia africaine, partant, à l'éducation en Afrique.

Par « éducation », Ki-Zerbo entend non seulement l'éducation scolaire d'inspiration occidentale, mais aussi l'éducation traditionnelle qui a produit tant d'intellectuels et de savants (1978, p. 642). L'école n'épuise pas, à elle seule, le besoin d'éducation de l'homme, loin s'en faut ! Elle n'est qu'une opportunité parmi d'autres, certainement la mieux organisée mais peut-être même pas la meilleure, surtout en Afrique. Cependant, c'est à l'éducation scolaire et universitaire, et à la recherche scientifique, qu'il se réfère souvent dans la réflexion qu'il ne cesse de nourrir sur les conditions du développement en Afrique. À ce titre, il s'en prend, avec raison et légitimité, à certains courants et intellectuels non Africains qui, de nos jours encore, persistent à nier l'urgence ou l'intérêt du développement de l'enseignement universitaire africain au profit d'une éducation de base, d'un enseignement technique élémentaire (agricole notamment), sous le prétexte discutable que l'Afrique est trop pauvre pour soutenir des universités et qu'elle est essentiellement agricole⁵.

Certes, l'éducation de base universelle et efficace demeure encore une priorité pour plusieurs États africains, eu égard au faible taux de scolarisation, et l'alphabétisation une exigence encore actuelle du développement, compte tenu de l'état d'analphabétisme dans lequel végètent les populations adultes, celles du monde rural, en particulier. Mais, laissées à elles-mêmes, sans le concours vivifiant de l'université et de la recherche scientifique qui leur en assureront les réorientations ou les adaptations nécessaires, l'éducation de base et l'alphabétisation tourneront en rond, se disqualifieront avant de laisser les apprenants et leur famille qui s'en détourneront. Pour être efficaces et efficaces, elles devront subir des modifications touchant à la fois à leur structure, à leur fonctionnement, à leur contenu et à leurs finalités dans la perspective de l'émancipation culturelle et

psychologique des bénéficiaires et des attentes sociales placées en elles. Dans ce domaine également, Joseph Ki-Zerbo s'est beaucoup investi, surtout au Burkina Faso. Nous y reviendrons plus loin.

En attendant, contentons-nous de rappeler que c'est aux intellectuels — donc aux universitaires et aux chercheurs — qu'il confie le soin d'être les leaders « d'une migration spirituelle sans déracinement », par le truchement de l'éducation (qu'ils ont reçue et qu'ils dispensent). Cela se fera d'abord par « l'africanisation » : africanisation des programmes et mise en œuvre d'une méthode pédagogique qui privilégiera la culture d'un « esprit nouveau », d'un esprit d'observation apte à la création, par la libération de l'imagination et de la saine curiosité des enfants, en passant par la nécessaire introduction des langues africaines⁶.

L'allusion aux limites de l'éducation traditionnelle africaine, dont le culte de la mémoire et l'introversión exagérée, est évidente ici, ainsi que la dénonciation de l'école actuelle qui se fait presque exclusivement en français, avec une forte résistance à l'utilisation des langues nationales. En effet, l'on reconnaît aujourd'hui que si l'éducation précoloniale a eu ses vertus, elle reste insuffisante en face de l'étendue et de la mobilité effroyable des connaissances et des références à assimiler, et des exigences de la science et de la culture contemporaines. Si le mode de communication orale (seul en usage dans l'éducation traditionnelle) cultive la mémoire, il favorise moins l'intelligence et la réflexion soutenue que l'écriture.

Encore une fois, il revient à l'université de jouer le « rôle pilote » : par les sciences et les techniques, elle doit — entre autres — travailler à lier l'éducation classique à l'éducation populaire, à partir de la prise en compte systématique des besoins et des aspirations réels des masses et les exigences du monde contemporain. C'est à elle encore qu'incombe la responsabilité de faire naître la néoculture qui s'impose désormais à l'Afrique et qui passe par une sublimation du passé.

C'est pour tous ces principes théoriques que nous avons pensé juste de résumer la contribution de Ki-Zerbo à l'émancipation théorique et pratique de l'éducation par les deux formules équivalentes suivantes : « le développement clés en tête » et « le développement endogène ».

Quels sont les sens et les implications pratiques de telles formules ?

Du point de vue de leur signification, ces formules sont l'expression ramassée de ce qui est pour Ki-Zerbo une véritable obsession : la primauté absolue de l'éducation et la nécessité tout aussi catégorique de compter d'abord sur soi-même. Ces deux formules reviennent comme un leitmotiv dans l'œuvre de cet intellectuel africain qui, fier de ses origines et conscient de la mission à accomplir pour son pays, est profondément préoccupé de la délicatesse avec laquelle le présent doit « traiter » le passé pour préparer l'avenir.

Si, comme nous le pensons, la première formule est suffisamment explicitée, il convient d'insister quelque peu sur la seconde, ne serait-ce que pour lever une certaine ambiguïté, liée en partie à la compréhension qu'on peut avoir de l'épithète « endogène ». D'abord « endogène » signifie non pas « autarcisme », ni repli sur soi, ni référence unilatérale et obsessionnelle au passé ou au « traditionnel », mais revendication préalable d'être soi-même avant tout commerce avec autrui.

La politique de la « main tendue » ou des « usines clés en mains » a suffisamment fait montre de ses limites, de sa nocivité pour le développement de l'Afrique. Pendant longtemps et trop souvent, en effet, on a pensé pour l'Afrique et à sa place, la confinant dans une position de « mineure » perpétuelle, parfois même incapable de savoir ce qu'elle veut. C'est tout comme si on pouvait faire le bonheur de quelqu'un « derrière son dos », sans sa participation et son avis. En fait, Ki-Zerbo refuse pour l'Afrique et les Africains « les prothèses qui nous dispenseraient d'user de nos propres jambes » (1992, p. IV). Bien sûr, il ne s'agit pas pour lui de récuser l'aide internationale et la coopération entre les peuples : « la civilisation contemporaine » est aussi celle du monde présenté comme un village planétaire, tant les interdépendances sont nécessaires et plus fortes que jamais.

Encore faudrait-il que chacun apporte sa pierre, s'exprime sans se diluer dans une solution dont le destin relève seulement de quelques-uns.

Le « développement endogène » dont il est question ici signifie l'autodéveloppement, au moyen de la recherche, de la formation et de l'action pratique, qui récuse à la fois l'imitation infantine, l'option passéiste et le repli autarcique sur soi, lesquels apparaissent comme autant de travers de la tendance qu'on observe encore chez bon nombre de responsables africains (politiciens, c'est-à-dire décideurs comme intellectuels) : tendance facile mais trompeuse à copier ou à mimer ce qui se passe ailleurs ; tendance à se lamenter sur le passé, ce faux « bon vieux temps » ; tendance à rechercher vainement « la voie africaine du développement », en isolant idéologiquement l'Afrique du mouvement général d'une époque à laquelle elle appartient de gré ou de force ; tendance enfin à vouloir profiter des fruits du travail humain qui, malgré tout, est le fait de certains peuples plus que d'autres. Un dicton africain assez connu et repris par Ki-Zerbo reconnaît que « dormir sur la natte des autres, c'est comme si on dormait à terre », même si être homme, c'est être fier de la victoire des autres, comme disait Saint Exupéry. Encore faut-il qu'on soit conscient d'avoir participé à cette lutte. En fait, c'est ce que recommande Ki-Zerbo pour l'Afrique : le « développement endogène » suppose et exige qu'elle prenne ses responsabilités et les assume en toute liberté, en apportant sa pierre à la construction de l'humanité.

Or, sur beaucoup de fronts de la bataille, l'Afrique a brillé par son absence, ou est seulement apparue sous des couverts, préférant battre pavillon étranger. Les excuses avancées hier pour justifier cette carence sont aujourd'hui difficilement admissibles. L'Afrique dispose maintenant — en principe — des préalables indispensables à sa participation responsable et spécifique au développement : la souveraineté internationale ainsi que les compétences techniques et intellectuelles. Nous disons toutefois « en principe » car, malgré tout, nos potentialités demeurent encore trop souvent dans la virtualité sans parvenir à « s'actualiser ». Encore une fois, c'est par la recherche, la recherche-développement en particulier et l'éducation universitaire, qu'il faudrait assurément passer. Car, « le seul fait que 85 % de la recherche sur l'Afrique s'opère en dehors de l'Afrique montre bien que ce continent est déconnecté de lui-même et surtout de sa matière grise » (Ki-Zerbo, 1992).

La fuite des cerveaux africains, l'extranéité de la recherche par rapport aux réalités et aux préoccupations du continent et la modicité des ressources consacrées à la science apparaissent comme l'une des causes structurelles du retard du développement et du mal-développement des pays africains. La balkanisation de l'université africaine, avatar regrettable de la balkanisation de l'ensemble du continent, vient aggraver la situation : il est urgent, sinon capital, d'inscrire les universités dans le pré carré des domaines de souveraineté nationale. Malheureusement, la plupart des établissements d'enseignement supérieur et des centres de recherches scientifiques sont encore sous tutelle économique, mais, pire encore, suivent des orientations étrangères à leurs priorités. Personne mieux que Ki-Zerbo n'a eu le courage de le dire et de le dénoncer. Plus important encore, il est l'un des rares, parmi les intellectuels africains, qui, après ce constat difficile, se soient jetés dans l'action. Au rôle qu'il a joué dans la création du CAMES s'ajoutent plusieurs autres faits qui attestent de cet engagement. Au niveau conceptuel d'abord, au travers des expressions du genre « développement clés en tête », « recherche-développement », « développement endogène », « cité éducative » puis de la création et de l'animation de centres d'études et de recherches divers.

Ki-Zerbo ne s'est pas contenté de « dénoncer », de faire de l'intellectualisme et de la théorie facile ; il s'est aussi engagé concrètement sur le terrain.

Ki-Zerbo, un praticien de l'éducation en Afrique

On peut être curieux de savoir si, chez Ki-Zerbo, la pratique de l'éducation a précédé sa théorie éducative ou si, au contraire, c'est celle-ci qui a inspiré celle-là. La préoccupation est loin d'être gratuite et la réponse évidente. Professeur, il l'a été sous des formes et à des niveaux divers, tout au

long de sa vie professionnelle active, mais tous les enseignants ne sont pas devenus des théoriciens ou des philosophes de l'éducation comme Kant, Hegel, Abdou Moumouni, Pierre Erny, Guy Beloncle.... D'un autre côté, bon nombre de « théoriciens » de l'éducation n'auront jamais été des enseignants ni des éducateurs célèbres, à l'image de Rousseau ; d'autres enfin, tels que Kane, se sont limités à quelques éléments de réflexion sur le problème à l'occasion d'œuvres romanesques. Pour le continent africain, Ki-Zerbo est l'un de ces intellectuels qui ont su allier théorie et pratique, et qui se sont engagés à mettre en œuvre leurs idées et leurs convictions philosophiques et politiques avec rigueur et esprit de suite.

Au Burkina Faso, déjà, quoiqu'il n'ait jamais été ministre de l'éducation, sa présence, tantôt implicite, tantôt explicite, dans la détermination des politiques d'éducation n'a pas fait défaut. Par exemple, nous soupçonnons fortement sa main et surtout son esprit dans la première réforme véritable du système éducatif du pays en 1970, après l'expérience mitigée de l'éducation rurale (1962-1975) ; en effet, les orientations générales de la réforme de 1979 réapparaissent presque textuellement dans la célèbre étude qu'il a dirigée au compte de l'UNESCO-UNICEF, et qu'il intitula : *Éduquer ou périr*. Les idées-force sont les mêmes : éducation intégrale et intégrante qui prend en compte tous les niveaux (enseignement de base, secondaire et universitaire) ; démocratisation de l'éducation ; liaison entre éducation et formation ; réduction des écarts entre ruraux et citadins par et dans l'éducation ; création et animation de la « cité éducative » et intégration sociale de l'école ; valorisation de la culture africaine et lutte contre le complexe d'infériorité par l'adoption des langues nationales et une lecture positive de l'histoire de l'Afrique ; éducation à la démocratie et pour la défense des Droits de l'homme ; développement de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de la recherche scientifique : unité du continent avec, pour porte d'entrée principale, l'éducation contre la désintégration africaine.

Joseph Ki-Zerbo est resté fidèle à ses convictions qui transparaissent dans sa pratique, vis-à-vis de l'éducation au moins. Parmi ses convictions, celle qui dit que « on ne développe pas, on se développe » nous paraît la plus fondamentale. Sa formation d'historien, de même que l'histoire de sa race, de son continent, de son pays et certainement la sienne propre y sont pour quelque chose. Cette même conviction l'amena à créer à Ouagadougou, en 1980, le Centre d'études pour le développement africain (CEDA). Le CEDA — aux mains des intellectuels burkinabés et africains — se veut un cadre de réflexion où plusieurs thèmes liés aux questions du développement sont traités et discutés. Cette structure, qu'il anime avec de jeunes chercheurs d'origines disciplinaires diverses, a l'ambition de devenir un foyer pour le renouveau culturel burkinabé à travers les études qui y sont conduites dans l'optique de la recherche-action.

Outre ce centre, le professeur continue d'animer la vie intellectuelle nationale par les multiples conférences qu'il donne ici ou là, chaque fois que sa sagesse et ses compétences sont requises. Véritable pèlerin, on le retrouve à la plupart des réunions africaines où il arbore, avec une fierté légitime, le titre très honorifique de « doyen », avec tout ce que ce mot comporte comme symbole de reconnaissance dans l'univers mental africain.

Au niveau continental, il a contribué à la création du Centre de recherche pour le développement endogène (CRDE), qui a son siège à Dakar et pour devise, comme par hasard, « On ne développe pas, on se développe ». Au-delà de cette devise, qui est en soi toute une philosophie de lutte et de vie, cette ONG à base interafricaine et interdisciplinaire pourrait servir à la matérialisation sublime de l'engagement et du sens que Ki-Zerbo accepterait volontiers de donner à sa vie. Pour s'en convaincre, qu'il suffise de citer les principes fondateurs du CRDE : « La recherche fait partie intégrante du développement, comme une des dimensions au droit au développement mais aussi comme étape structurelle de tout changement positif. Sans recherche endogène, il n'y a pas de développement endogène. Il n'y a pas de progrès, même matériel, sans réflexion théorique, sans science et conscience de la pratique⁷ ».

Par sa vocation, le CRDE voudrait rompre avec une certaine pratique, une certaine configuration devenue classique, hélas, des organisations africaines où le discours, les déclarations

d'intention et les accusations faciles ont le beau rôle. Il s'agit ici d'appréhender les contradictions, les enjeux, les risques et les chances du non-développement actuel dans tous les domaines ; de mettre à jour, par des études concrètes, la dynamique des facteurs internes et externes du mal africain, singulièrement par l'analyse de leurs articulations. Il faut contribuer à l'édification d'une société qui soit à la fois une version contemporaine positive de l'africanité et une version africaine positive de la « civilisation contemporaine », précisent les statuts du centre. Et Ki-Zerbo d'ajouter : « Nous voulons participer par là à l'autodéveloppement par la recherche, la formation et l'action pratique » (1992).

Quelle formule pourrait mieux résumer la démarche intellectuelle et l'engagement militant de cet homme dont le profond optimisme n'a d'égal que sa foi en l'avenir du continent africain ? Un avenir qui passera par l'éducation ou ne sera pas.

Conclusion

Globalement, force est de constater que, pour être un ensemble de principes et de professions de foi, une philosophie de l'éducation africaine assortie des conditions à la fois précises et certainement réalistes et réalisables, les analyses hardies du professeur Ki-Zerbo relèvent encore de la théorie. Une théorie pratique mais une théorie quand même ! Quel sort lui sera-t-il réservé ? Ce que devrait être l'éducation en Afrique pour l'avenir, nous le savons désormais. Mais, pour sa mise en œuvre, une donne essentielle tarde à se manifester, comme elle devrait le faire à la suite de l'action réflexive et de recherche d'intellectuels tels que ceux qu'interpellent le CRDE et le CEDA. Il s'agit de la donne politique. Le temps n'est pas encore venu où, faute d'avoir des « philosophes » au pouvoir, les hommes au pouvoir soient des « philosophes ».

Les difficultés que le philosophe Ki-Zerbo a rencontrées et rencontre encore sur la scène politique nationale semblent nous inviter au pessimisme. Son parti (successivement Mouvement de libération nationale, puis Union progressiste voltaïque et enfin Parti pour la démocratie et le progrès), constitué à partir de la petite bourgeoisie intellectuelle, a visiblement de la peine à trouver écho dans la conscience des populations burkinabées, bien que, au nom de son principe de « réalisme critique », Ki-Zerbo n'ait jamais été totalement absent de la scène politique nationale (Tenaille, 1970, p. 203).

De plus, l'indépendance politique du continent — l'une des conditions nécessaires pour des réformes en profondeur dans tous les domaines, *a fortiori* celui de la formation des hommes et la définition libre des options d'un développement endogène — demeure une question à résoudre, au même titre que celle de la démocratie.

Mais « la lutte continue », comme Ki-Zerbo se plaît lui-même à répéter, tel un refrain, à la fin de chacune de ses interventions politiques. Il faut, avec des forces sans cesse renouvelées, persister à répéter la vérité. Insensiblement, elle fait son chemin, quoi qu'on fasse. L'éducation en Afrique en sera progressivement marquée. Des acquis indéniables se manifestent çà et là, et les prises de conscience de la nécessité inéluctable d'une « néo-éducation africaine » s'installent de plus en plus, même chez les décideurs politiques. Le chemin sera certainement long mais l'espoir est permis : un jour, l'« utopie » peut devenir réalité.

Notes

1. *Amadé Badini (Burkina Faso)*. Titulaire d'un doctorat d'État ès lettres et sciences humaines et maître assistant à l'Université de Ouagadougou, Burkina Faso, il est actuellement Directeur général de l'École normale supérieure de Koudougou (ENSK). Spécialiste en sciences de l'éducation à partir d'une formation en philosophie (doctorat 3^e cycle), il a surtout travaillé sur l'éducation traditionnelle africaine, la pédagogie de l'oralité et l'éducation de base (aspects qualitatifs), l'éducation permanente et l'alphabétisation des adultes, l'évaluation des systèmes éducatifs, l'éducation non formelle et l'éducation de la petite enfance. À

ce titre, il a plusieurs fois participé à des études à l'UNESCO et à l'UNICEF, en Afrique et ailleurs (Europe, Asie).

2. « Le développement clés en tête » est le titre donné par le professeur Ki-Zerbo à la communication faite lors du colloque organisé par le Centre de recherches pour le développement endogène (CRDE) à Bamako en 1989 et publiée dans l'ouvrage *La natte des autres (pour un développement endogène en Afrique)*, 1992, p. 3-67.
3. J. Ki-Zerbo. 1992, p. 22-24. Notamment : « Or, les premières techniques scientifiques ont été données au monde à partir du berceau africain et cela jusqu'aux millénaires pendant lesquels l'Égypte a été l'institutrice de la Grèce et du Bassin méditerranéen dans son ensemble », p. 23.
4. « Il ne s'agit plus tellement de chanter la négritude mais d'agir. Il ne s'agit pas de se lamenter sur un paradis perdu, car il n'y a pas de paradis perdu. Il ne s'agit pas de roucouler notre peine, ni de célébrer nos valeurs passées, mais de transformer notre propre moi collectif afin d'y trouver des raisons d'espérer ». J. Ki-Zerbo, 1978, p. 643.
5. Ki-Zerbo fait allusion directement à certaines institutions internationales (Banque mondiale, FMI) et à certains auteurs comme Guy Beloncle, qui a écrit *La question éducative en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1989.
6. Selon Ki-Zerbo, le français doit être appris « de plus en plus comme langue vivante étrangère en tenant compte du substratum des langues africaines », 1978, p. 642.
7. Principes du CRDE, rappelés par J. Ki-Zerbo dans *La natte des autres...*, 1992.

Références

Beloncle, G. 1984. *La question éducative en Afrique noire*. Paris, Karthala.

Ki-Zerbo, J. 1978. *Histoire de l'Afrique noire*. Paris, Édition Hatier.

———. 1986. *Histoire générale de l'Afrique*, Tome. I : *Méthodologie et préhistoire africaine*. Paris, Présence africaine, Edicef, UNESCO.

———. 1991. *Histoire générale de l'Afrique*, Tome. IV : *L'Afrique du XII^e au XVI^e siècle*. Paris, Présence africaine, Edicef, UNESCO.

———. (dir. publ.). 1990. *Éduquer ou périr (Impasses et perspectives africaines)*. Dakar-Abidjan, UNESCO-UNICEF.

———. (dir. publ.). 1992. *La natte des autres (pour un développement endogène en Afrique)*. Actes du colloque du Centre de recherche pour le développement endogène (CRDE). Paris, CODESRIA/Karthala.

Tenaille, F. 1970. *Les 56 Afrique — Guide politique I, de A à L*. Paris, Petite collection Maspéro.